

Se confiant à JUA, M. Nzabandora: "La DSN n'est pas impliquée dans les massacres de Masisi et Walikale"

Selon les déclarations de plusieurs témoins et documents circulant dans les milieux hunde et nyanga, M. Sekimonyo - wa - Magango, président national de la DSN, aurait été financé par le président Habyarimana du Rwanda pour installer son parti dans la zone de Walikale. Cette accusation d'une extrême gravité n'a pas laissé indifférent le président provincial de la DSN/Sud-Kivu qui immédiatement réagit en se présentant en nos bureaux pour un entretien à bâtons rompus.

JUA : Selon les témoins de massacres qui se sont déroulés à Walikale et à Masisi, le professeur Sekimonyo aurait reçu du président Habyarimana du Rwanda des fonds pour installer son parti dans cette partie du Nord-Kivu?

NZABANDORA : D'abord, la DSN est un parti qui rassemble des Zaïrois authentiques et légalement reconnu au Zaïre. Ce parti vit des cotisations de ses membres et non de ceux qui n'ont rien à voir avec ce parti, encore moins le président Habyarimana du Rwanda. Je ne savais pas que la mémoire collective et humaine était si courte et si défailante parce que l'opinion devrait se souvenir que c'est le professeur Sekimonyo, alors président de l'Assemblée régionale de l'ex-région du Kivu qui a, le premier, dénoncé l'acquisition par le président Habyarimana de 20.000 hectares à Walikale. On sait que les foudres présidentielles s'étaient alors abattues sur le président Sekimonyo qui est resté longtemps suspendu pour cette raison en 1987. Il est curieux qu'à ce moment-là l'on n'a pas vu les leaders hunde, nyanga ou tembo prendre un tel courage, pour dénoncer cet impérialisme rwandais au Nord-Kivu.

JUA : Mais les Hunde et Tembo considèrent que c'est une provocation d'installer la DSN chez eux.

NZABANDORA : La DSN est un parti national qui peut être installé sur toute l'étendue de la République. Certains agitateurs politiques craignent plutôt que ce parti ne puisse les gêner dans leur course vers le pouvoir. Ils devraient privilégier les méthodes démocratiques pour combattre la DSN. La violence n'arrangera rien et appauvrira notre dynamique région du Nord-Kivu.

JUA : Mais le président Sekimonyo avait prononcé à la CNS un discours pour défendre les étrangers?

NZABANDORA : La nationalité est une question très importante au Kivu et tout leader de cette région doit savoir se prononcer clairement sur cette question. Pour la DSN, il y a des Zaïrois, d'expression kinyarwanda, tutsi et hutu qui n'ont aucun problème de nationalité. Il y a ensuite les transplantés pour qui on devrait reconnaître la nationalité compte tenu de leur statut spécial hérité de la colonisation. Il y a enfin les réfugiés et les infiltrés qui doivent introduire en bonne et due forme leur demande de nationalité ou demeurer étrangers. Déclarer tout cela dans un forum national n'est que normal pour un leader de carrure nationale comme Sekimonyo. Et ce n'est pas parce qu'il se prononce aussi courageusement sur cette question brûlante de la nationalité qu'il perd lui-même la nationalité et devient rwandais.

JUA : Le mot de la fin?

NZABANDORA : La DSN déplore les massacres de Walikale et de Masisi au

Nord-Kivu. Ce gâchis humain et matériel, ces scènes d'horreurs, ... n'ont profité à personne. Au contraire! Des familles entières ont été décimées, des investissements réalisés au prix des sacrifices réels pendant des années ont été anéantis. Après le pillage des centres urbains au Nord-Kivu, c'est le tour maintenant des zones rurales, cette fois-ci sans militaires au départ. Ce sont les paysans qui organisent leur pillage! L'économie du Nord-Kivu est à genoux! Des consciences resteront traumatisées pour longtemps. Mais il est très souhaitable et salutaire que les différentes parties se dépassent, se libèrent des passions tribales et se mettent à chercher des solutions durables. Ce ne sera pas facile. Mais il faut un courage et un sens de responsabilité exceptionnel devant l'histoire. Ce n'est pas en tribalisant les problèmes et en rejetant les responsabilités sur telle ou telle autre ethnie pour des raisons inavouées et égoïstes qu'on construira le Nord-Kivu. Il serait très simpliste et très naïf de réduire les affrontements très sanglants et très meurtriers dans les zones de Walikale et de Masisi à la seule opposition entre les "Banyarwanda" d'une part et les Banyanga et Bahunde d'autre part. Les mêmes scènes d'horreurs sont enregistrées dans les zones de Lubero et surtout de Beni, dans les zones de Kabare, Walungu et Uvira avec le "Phénomène Sorcellerie" par exemple et dans les centres urbains avec les pillages. C'est dans ce contexte général qu'il convient de situer les guerres tribales dans les zones de Walikale et Masisi. Il y a des terroristes payés en or et qui sont chargés de mettre le pays à feu et à sang. Après les pillages dans les zones urbaines, c'est une autre forme de pillage dans les zones rurales. Et tout cela pour discréditer la démocratie qui constitue pour nous de la DSN un slogan, un programme (Démocratie pour le Salut National) et finalement un cordon ombilical du peuple zaïrois réhabilité, une source de vie et d'espoir. Il faut que la population soit vigilante, qu'elle se méfie de tout le monde, même de son frère et de tout ce qu'il raconte ou écrit. Il est peut-être payé pour allumer des foyers de tensions. Ce sont les paysans qui ont perdu leurs biens et leurs vies! Ceux qui intoxiquent ces paysans par des messages et informations sont tranquilles et en sécurité totale. Plus il y a des morts et plus la guerre dure, mieux ils sont payés par les forces du mal. Ces forces du mal et leurs agents profitent de la naïveté des masses paysannes pour les engager dans les guerres. Soyons donc aux aguets. Réfléchissons suffisamment sur les informations qui circulent avant de passer à l'action. Ne nous précipitons pas dans les événements bêtement parce qu'il faut suivre le mot d'ordre de tel leader politique ou tribal. C'est à ce prix que nous sauverons notre démocratie naissante.

Propos recueillis par
Dieudonné Malekera

Un transplanté à JUA: "Nous sommes des Zaïrois à part entière"

Le camarade Nzabara, secrétaire régional de l'UNTZA au Nord-Kivu, est un Hutu transplanté. Abordé par Jua/Goma, il a donné son point de vue sur la situation à Masisi.

JUA : Camarade Nzabara, selon votre analyse de la situation, comment en est-on arrivé à ces vagues de violence, à ces tueries de Masisi et Walikale?

Nzabara : Je pense que ce qui est arrivé était une suite logique de ce qui s'est toujours passé à Masisi. Chaque fois qu'il y a des échéances politiques, de tels événements surviennent. Remontez à l'époque des provincettes en 1962 quand il s'est agi de la création de la province du Nord-Kivu, il y a eu des troubles communément appelés "Kanyarwanda". Cela découlait du fait que les autorités du Nord-Kivu ne voulaient pas associer les Hutu et les Tutsi à l'exercice du pouvoir. Aujourd'hui on parle encore de démocratie et à l'approche des échéances électorales dans lesquelles les Hutu et les Tutsi voudraient être partie prenante. C'est un problème d'exclusion pure et simple. On se sert simplement des prétextes de la Magrivi, de prétexte d'un message qui serait venu de Kinshasa pour prêcher la désobéissance civile. Moi, je dis que ce sont des motifs superficiels. Une note envoyée de Kinshasa ne peut pas prendre des machettes. Nous avons des notables à l'intérieur, des chefs, qui voyant qu'il y avait un danger quelconque, pouvaient arrêter tous ceux qui avaient commencé par poser des actes, surtout intéresser la justice. Arriver à prendre des machettes, des fusils et commencer à s'entre-tuer c'est plus profond que ces notes de désobéissance civile. Je pense que concrètement les Hunde et les Nyanga ont pensé à résoudre le problème que le gouvernement laisse en veilleuse.

JUA : Il y a eu parfois des individus qu'on arrêtait pour avoir organisé des réunions clandestines ou provoqué des violences mais que les Banyarwanda s'organisaient à libérer par des raids massifs.

Nzabara : Je sais seulement qu'avant cela il y a eu des actes de provocation. On a massacré des vaches dans les zones de Rutshuru et à Masisi. En tuant massivement des vaches et des bêtes, ces gens voulaient inciter leurs propriétaires à se battre. Mais n'étant

pas arrivés à cette solution ultime, la population de Walikale est passée aux actes. Il y a eu aussi des actes d'assassinats. Au mois de mai de l'année dernière, des individus bien connus sont allés tuer des gens à Mahanga : deux personnes fusillées. Mais l'autorité, invitée à mettre la main sur ces assassins, n'a daigné lever son petit pouce. Il y a eu aussi des actes de provocation au niveau de Mahanga au mois de décembre. On a intéressé le commissaire de zone de Masisi mais celui-ci n'a pas réagi. On avait saisi aussi 57 vaches dont 47 seulement ont été restituées. Moi, je pense que les autorités avaient tout le temps de pouvoir arrêter ce mouvement et mettre la main sur les malfaiteurs. Même après les événements de Walikale, l'autorité pouvait circonscrire les tueries en associant les notabilités à calmer la situation et à pacifier la contrée.

JUA : La situation tient à une querelle juridique. Y a-t-il des évidences qui, même s'il y avait des négociations, seraient inattaquables aux yeux des Banyarwanda?

Nzabara : Moi j'ai souscrit personnellement à la catégorisation des populations d'expression kinyarwanda. Il faut qu'on en arrive à une identification honnête, désintéressée et effectuée par des personnes neutres. Ainsi on connaîtrait combien il y a des Hutu et Tutsi autochtones dans la zone de Masisi. A propos des transplantés, auxquels j'appartiens. Moi je suis né dans la zone de Masisi en 1938 et je ne savais pas que mon père était venu du Rwanda. Il serait aberrant qu'on me demande à moi de solliciter la nationalité zaïroise. Je pense que je suis déjà zaïrois. Les personnes transplantées sont zaïroises. Pour les infiltrés, oui. Mais les chefs coutumiers, les notables, les capitas de village sont les mieux indiqués pour démasquer les infiltrés. Il faut que les autorités parviennent à les pousser à dire la vérité. Une commission à laquelle seraient associés les Hutu et les Tutsi reconnus zaïrois aiderait à l'identification de cette catégorie. Et les réfugiés, ils ne devraient

pas poser de problème puisqu'à leur arrivée ils avaient été accueillis par le Haut commissariat aux réfugiés, et installés à des endroits bien connus (Bibwe, Ihula).

JUA : Par quoi passe la solution?

Nzabara : La solution passe par un retour à la situation des années 60. A l'époque, il y avait un équilibre autour des Beni et à tous les niveaux. Il y avait des représentants de toutes les ethnies à chaque échelon. Les chefs s'entouraient de personnes de toutes les ethnies. Mais à un moment donné le Hunde s'est illustré par une tendance à l'exclusion à outrance, monopolisant tout, négligeant la majorité qui l'entoure. Il est bien connu que les Hutu et Tutsi représentent 80 %.

JUA : Et les transplantés, ne faudrait-il pas leur donner l'occasion de choisir entre la nationalité rwandaise et zaïroise du moment que le colonisateur les aurait amenés contre leur gré?

Nzabara : Selon l'histoire qui nous a été contée, tout individu qui n'avait pas suffisamment d'espace à cultiver était recensé. On le prenait pour venir observer les conditions climatiques etc. Une fois satisfait, l'individu repartait et revenait alors avec tous ses biens. Il jouissait d'une période de grâce de deux ans en étant pris en charge par l'Etat avant d'être relâché seul dans sa vie. Et parmi ces nouveaux venus, on nommait même des capitas, des notables sans froisser personne. Et des mariages interethniques ont eu lieu.

JUA : A qui profitent ces massacres?

Nzabara : A personne. Cette guerre a été imposée. Des massacreurs viennent des contrées lointaines pour venir attaquer des villages prenant soin d'en aviser les Hunde. Comme Masisi n'a été atteint que trois semaines après Walikale, c'est la preuve que la guerre vient d'ailleurs. Ce sont les mêmes personnes de Walikale qui ont débordé de leur cadre territorial.

JUA : Et le spectre de création d'un large Etat des Banyarwanda?

Nzabara : C'est irréalisable. D'abord à partir du principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Ensuite les réalités de terrain ne sont pas particulières : les populations sont à cheval sur les frontières. Ici, à Beni - Butembo. Je ne sais pas si les Nande avec leurs frères Konjo se verraient obligés de se rattacher à l'Ouganda. Je crois que les amis appuient leur argument par ces irréalités. Je ne peux soutenir des démarches de ce genre que du reste la communauté internationale n'apprécierait pas.

Propos recueillis par
Kahindo Muhasa Tsongo

Déclaration de la Magrivi en rapport avec les événements sanglants de Masisi et Walikale

Nous avons appris avec regret que nos frères bahunde et banyanga sont arrivés à la conclusion que la Magrivi serait responsable des derniers événements sanglants qui endeuillent encore leurs zones d'origine. Nous déclarons qu'ils commettent une erreur regrettable et nous pensons que les lignes qui suivent vont le démontrer.

1. Les statuts de la Magrivi, à l'article 3, stipulent clairement que ses activités se limitent dans les frontières de la République du Zaïre. Il est donc erroné de chercher dans la mutuelle des liens possibles avec un parti politique d'un pays étranger, fût-il africain et voisin.
2. Les statuts de la Magrivi stipulent à l'article 7 que sont membres effectifs les personnes physiques de nationalité zaïroise, originaires des zones des Virunga.
3. Il est impérieux que nos frères bahunde et banyanga ne se laissent pas mener par le bout du nez : la Magrivi en tant que mutuelle ne peut pas être confondue avec les actes posés par certains individus qui sont en contradiction avec les objectifs de la mutuelle. Il faut donc chercher la responsabilité des événements dans des actes individuels précis et identifiables.
4. Les problèmes de Masisi et Walikale ne concernent donc pas la Magrivi. Il se pourrait que certains politiciens de la capitale se battent pour obtenir des voix électorales à l'occasion de prochaines échéances. Ces politiciens ne devraient pas être difficiles à identifier. Et si certains sont présumés membres de la Magrivi, ils ne représentent que leurs propres personnes et certainement pas la Mutuelle agricole des Virunga. Celle-ci est une mutuelle zaïroise qui cherche le développement social des Bahutu zaïrois et partant alliée logique des autres mutuelles zaïroises.
5. La Magrivi supporte, par conséquent, l'application rapide et soignée, rigoureuse et juste, des décisions de la CNS sur le problème épineux de la nationalité, le long de toutes les frontières que nous partageons avec d'autres pays africains. Elle attire l'attention des ethnies zaïroises du Nord-Kivu sur le danger de se tromper de cible dans la lutte pour la récupération des droits des populations originaires. Elle affirme cependant qu'elle n'est pas xénophobe. Que les étrangers qui ont élu domicile chez nous par la force des circonstances doivent suivre les lois du Zaïre pour devenir, s'ils le veulent réellement, des Zaïrois incontestés.

En conclusion, les événements de Masisi et Walikale ne sont nullement du ressort de la Magrivi. Celle-ci soutient même, s'il y a lieu, une enquête indépendante pour apporter toute la lumière qu'il faut. Il se pourrait que, comme le pensent les Bahunde, cela soit une résurgence de la fameuse Kanyarwanda des années 60. Mais toute l'histoire de l'E.I.C., du Congo Belge, de la R.D.C. et du Zaïre prouve que les Bahutu originaires n'ont que faire de ces mouvements étrangers. Ils n'ont pas changé et ne changeront jamais.

Fait à Bukavu, le 26 mai 1993

Pour la Magrivi/Bukavu

- Gahereri Rumori J. M. Vianney, Président - Bakinsha Nt. Stanislas, Membre

- Pr. Sebakunzi wa Lulunga, Membre